

[Text]

We fear that the introduction of the proposed goods and services tax will impede the survival and health of the small business sector in the Northwest Territories. The resultant increased transportation, inventory and administration costs will widen the competitive gap between northern and southern businesses, and in some cases we fear will cause the demise of some of our more marginal businesses.

We have heard horrifying stories of the increased civil service required to implement and administer this tax. We are dismayed that the tax appears to be a haven for growth in the public sector at a time when it can be ill afforded. This growth is contrary to the federal goal, which we support, of deficit reduction and responsible financial management, and must be controlled immediately.

In addition to our recommendations that the government administration costs be held in check, we ask your consideration of two factors more specifically related to the northern small business sector. We ask that there be a reprieve on the tax on northern transportation, and that there be sufficient assistance to business in the Northwest Territories that they will not incur a financial burden in implementing the processes required to become the tax collectors. We suggest an accountable grant of up to \$3,000 per business for startup assistance, in addition to that more generally available. Only with these concessions will we be able to remain players in the competitive marketplace.

The NWT Chamber of Commerce wishes to thank you for providing the opportunity for us to meet with you and for the time you have given us to share our thoughts with you.

The Chairman: Mrs. Nielsen, do you have anything to add?

Mrs. Louise Nielsen, Executive Director, Northwest Territories Chamber of Commerce: No, I do not.

The Chairman: You have obviously stimulated the interest of senators, because I have many names on my list. Senator Perrault.

Senator Perrault: Mr. McCann, this is a very constructive brief. You have advanced some ideas which I certainly will have no difficulty supporting. However, the whole idea of a GST originated in that great tax reform haven, the Ivory Coast, in 1960 by the dictator there. He started at 7 per cent, and it is now 25 per cent.

Of all the countries that have VAT-style taxes—GST-style taxes—we are unique in that we have a very different society here in Canada. Not one of the other countries with VAT is comparable to Canada in that they do not have one section of their country which has a distinct set of problems and has these enormous transportation distances which you have

[Traduction]

il importe de prévoir une aide importante aux entreprises implantées en région isolée.

Nous craignons que l'introduction de la taxe proposée sur les produits et services vienne nuire à la survie et à la santé de la petite entreprise dans les Territoires du Nord-Ouest. Les coûts accrus pour le transport, l'inventaire et l'administration qu'imposera la TPS ne feront qu'élargir le fossé concurrentiel entre les entreprises du Nord et celles du Sud, et dans certains cas, ces coûts supplémentaires pourraient mettre en péril certaines de nos entreprises les plus marginales.

On nous a raconté des histoires horribles sur l'élargissement de la fonction publique qui sera rendu nécessaire par l'application et l'administration de cette taxe. Cela nous désole que la taxe semble être un prétexte pour augmenter le secteur public, ce à une époque où l'on n'en a guère les moyens. Cette croissance est contraire à l'objectif fédéral, que nous appuyons, soit la réduction du déficit et une gestion financière responsable, et il importe de la stopper tout de suite.

Outre nos recommandations visant à ce que l'administration gouvernementale soit contenue, il est deux autres facteurs qui sont plus directement liés à la petite entreprise dans le Nord et sur lesquels nous aimerions que vous vous penchiez. Nous demandons un sursis quant à l'application de la taxe aux services de transport dans le Nord et nous demandons également qu'une aide suffisante soit consentie aux entreprises des Territoires du Nord-Ouest de sorte que les processus exigés d'elles pour qu'elles deviennent percepteurs ne leur imposent pas un nouveau fardeau fiscal. Nous recommandons l'octroi, moyennant garanties, de 3 000 \$ par entreprise, à titre d'aide de démarrage, ce qui devrait s'ajouter aux programmes d'aide existants. Ce n'est qu'avec ces concessions que nous pourrions être en mesure de continuer d'être des joueurs sur le marché concurrentiel.

La Northwest Territories Chamber of Commerce vous remercie de nous avoir donné l'occasion de vous rencontrer aujourd'hui et de nous avoir permis de partager ici avec vous nos idées.

Le président: Madame Nielsen, avez-vous quelque chose à ajouter?

Mme Louise Nielsen, directrice administrative, Northwest Territories Chamber of Commerce: Non.

Le président: Vous avez manifestement piqué l'attention des sénateurs, car de nombreux noms figurent sur la liste. Sénateur Perrault, vous avez la parole.

Le sénateur Perrault: Monsieur McCann, votre mémoire est très constructif. Vous avez avancé certaines idées que je n'aurais, en ce qui me concerne, aucun mal à appuyer. Mais toute cette idée de la TPS est née en 1960 en Côte d'Ivoire, merveilleux paradis de réforme fiscale. Le dictateur a commencé avec 7 p. 100 et la taxe s'élève aujourd'hui à 25 p. 100.

Parmi tous les pays qui ont une taxe du genre taxe à la valeur ajoutée ou taxe sur les produits et services, nous sommes tout à fait uniques, car nous avons une société très différente. Aucun de ces pays n'est comparable au Canada car aucun d'eux ne compte une région qui a un ensemble de problèmes tout à fait distincts et qui est si vaste qu'il pose d'énormes pro-